



Projet de loi de finances pour 2024 Examen des principaux éléments de l'équilibre

Jean-François Husson, rapporteur général

Commission des finances

Mercredi 8 novembre 2023

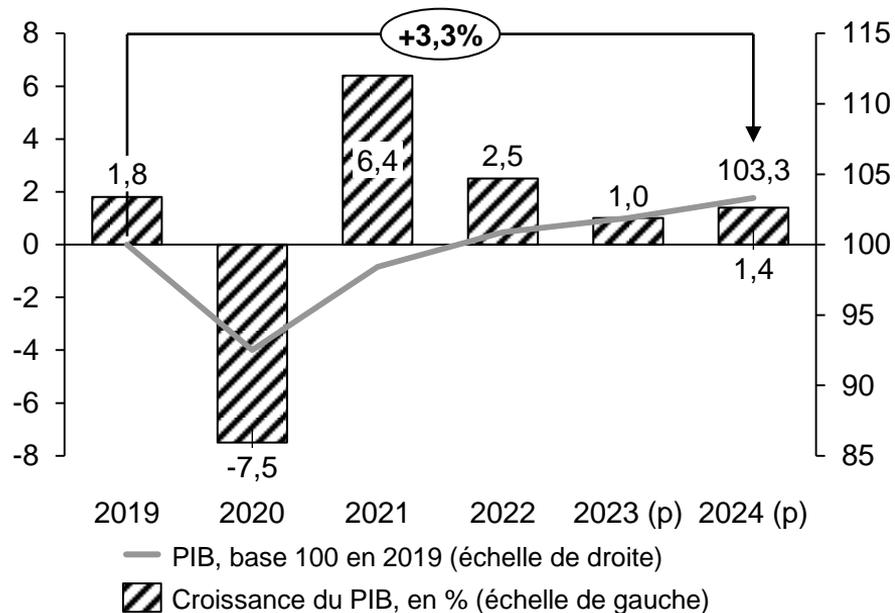


The image shows a grand, semi-circular assembly hall, likely a parliament or congress, with a red overlay. The hall features ornate architecture, including a central stage with statues and a large clock on the right wall. The text is centered over the image.

**L'optimisme macroéconomique du
Gouvernement détonne dans un
contexte de resserrement de la
politique monétaire et
d'incertitudes grandissantes**

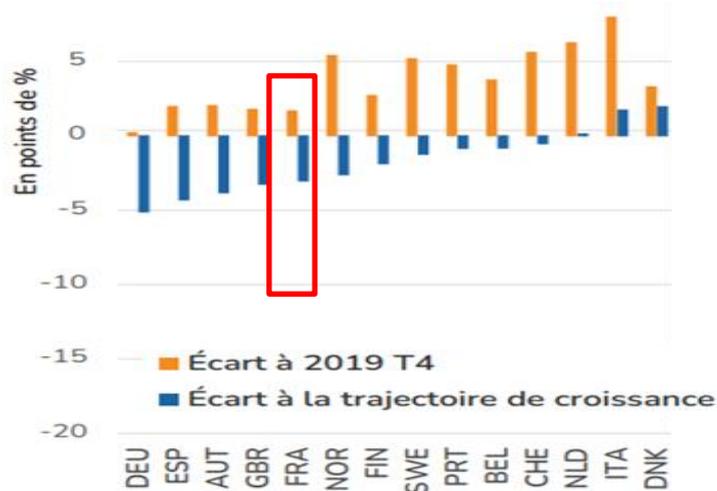
La richesse nationale a retrouvé son niveau d'avant-crise, mais la tendance de la croissance française est dans la moyenne basse de ses partenaires européens

Évolution du PIB français en volume entre 2019 et 2024



Source : commission des finances du Sénat d'après l'Insee et les documents budgétaires

Comparaison des trajectoires de PIB entre la France et les pays d'Europe continentale

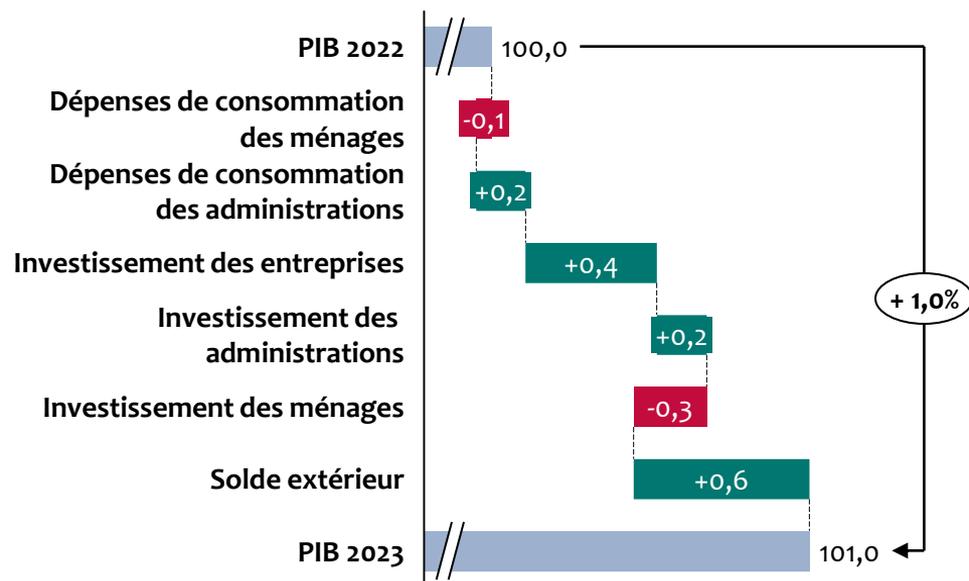


Source : OFCE

Le Gouvernement fait l'hypothèse d'une croissance de 1 % en 2023 et de 1,4 % en 2024

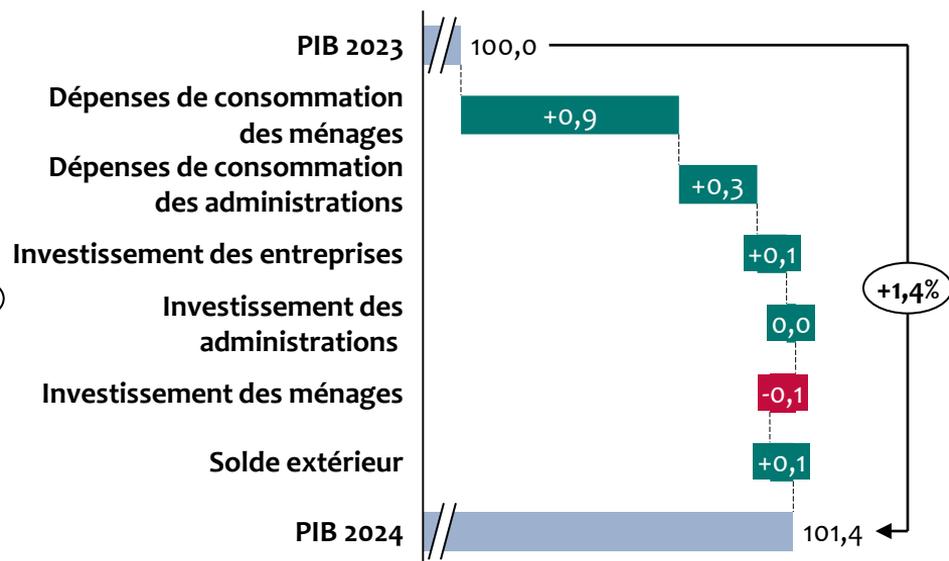
Décomposition de la prévision de croissance du Gouvernement pour 2023

(en volume – en pourcentage)



Décomposition de la prévision de croissance du Gouvernement pour 2024

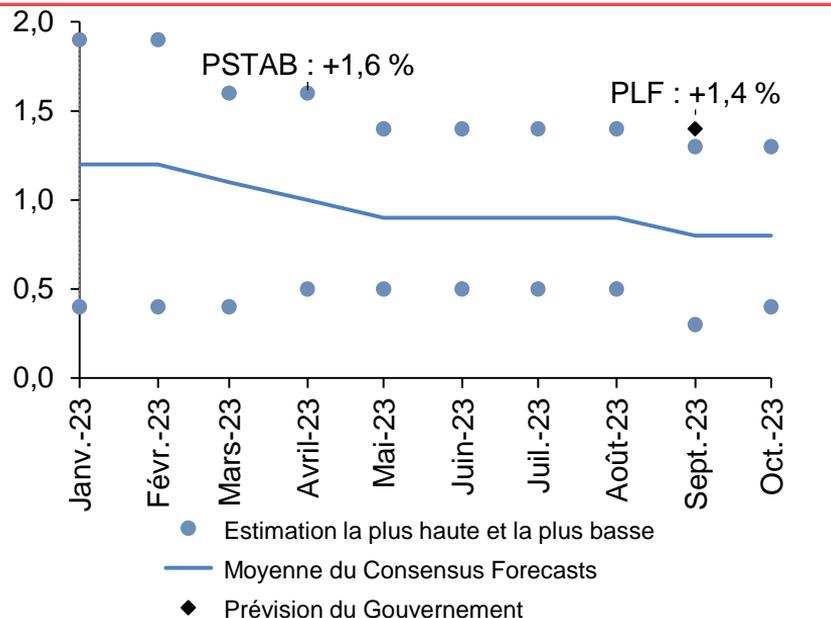
(en volume – en pourcentage)



Source : calculs de la commission des finances du Sénat d'après les documents budgétaires et les comptes nationaux de l'INSEE

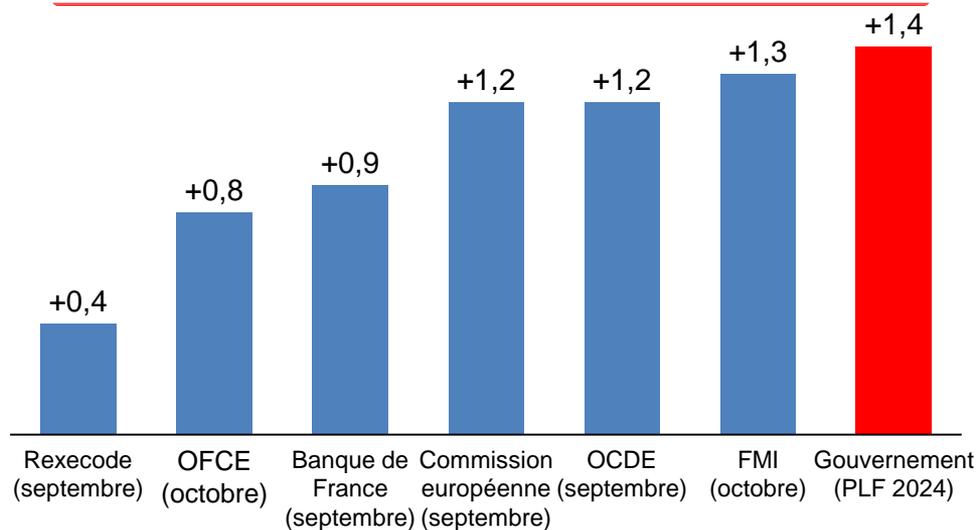
La prévision gouvernementale, située au-dessus des estimations les plus hautes, est trop optimiste

Évolution de la prévision de croissance du PIB pour la France en 2024 (en volume – en pourcentage)



Source : commission des finances du Sénat d'après les prévisions du Consensus Forecasts de janvier à octobre 2023

Échantillon des principales prévisions de croissance pour la France en 2024 (en volume – en pourcentage)

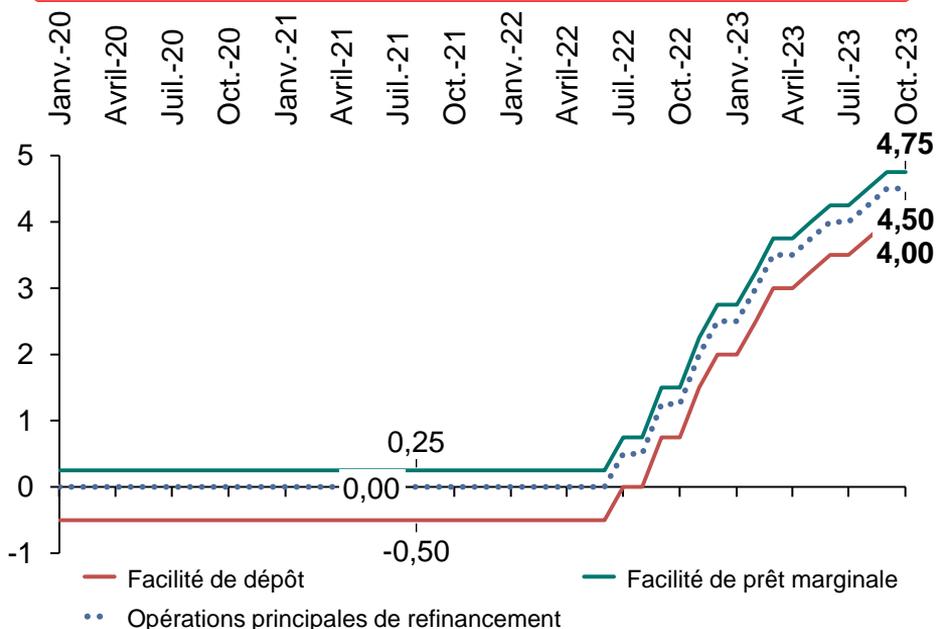


Source : commission des finances du Sénat

La politique monétaire particulièrement restrictive menée par la BCE risque de freiner la croissance et de contribuer à augmenter le taux de chômage en 2024

Évolution des taux directeurs de la Banque centrale européenne

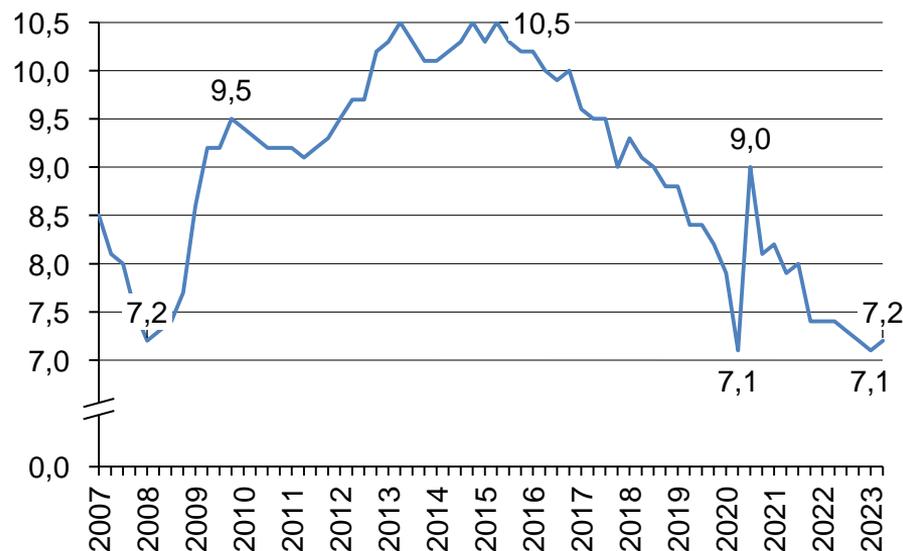
(en pourcentage)



Source : commission des finances du Sénat d'après les données de la BCE

Évolution trimestrielle du taux de chômage entre 2007 et 2023

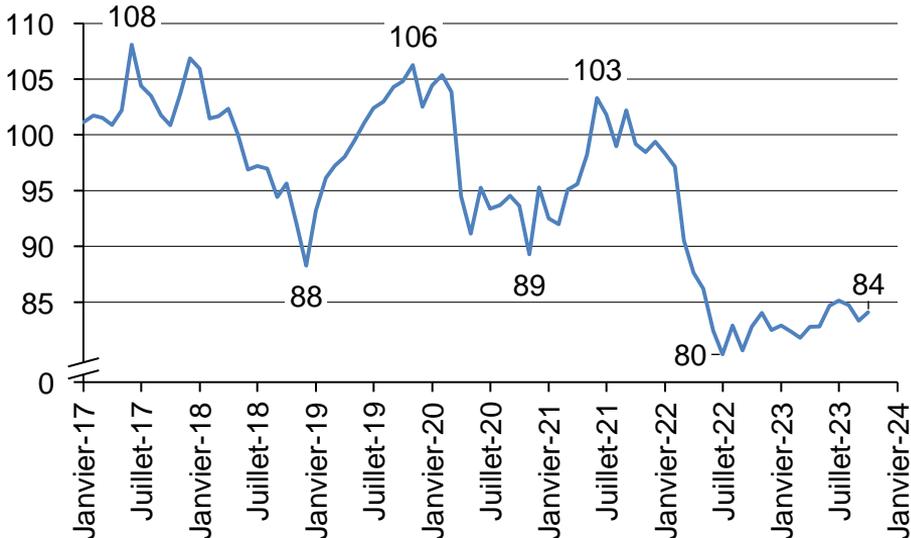
(en pourcentage de la population active)



Source : commission des finances du Sénat d'après les données de l'Insee

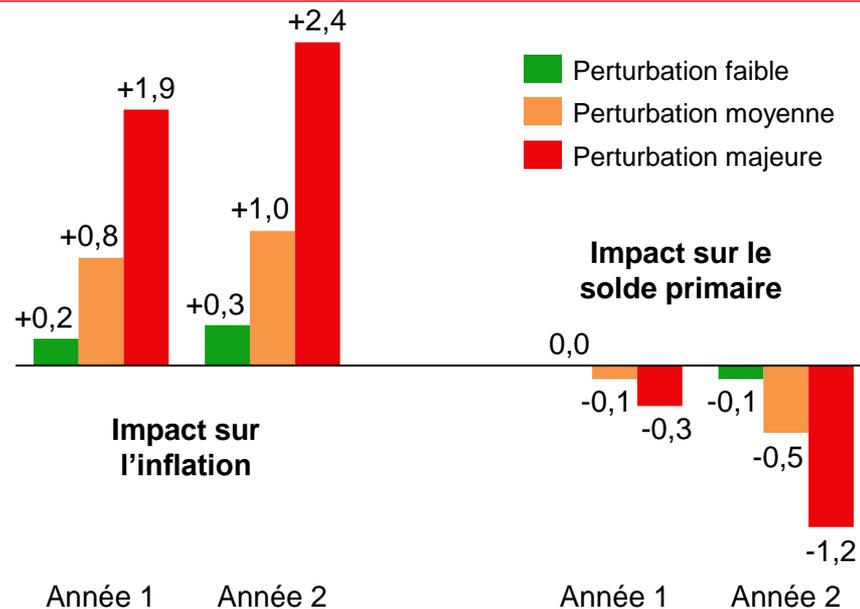
Les hypothèses du Gouvernement, toutes favorables, prennent trop peu en compte la multiplication des incertitudes

Évolution du moral des ménages entre 2017 et 2024
(indice synthétique de confiance des ménages)



Source : commission des finances d'après les prévisions du Consensus Forecasts d'octobre 2022

Scénarios d'évolution de l'inflation et du solde primaire en France selon l'ampleur de la perturbation sur les prix du pétrole entraînée par les tensions au Moyen-Orient
(contributions à l'inflation et au solde primaire, en points)



Source : commission des finances du Sénat d'après les réponses de la direction générale du Trésor (modèle Mésange) et les scénarios de la Banque mondiale 7

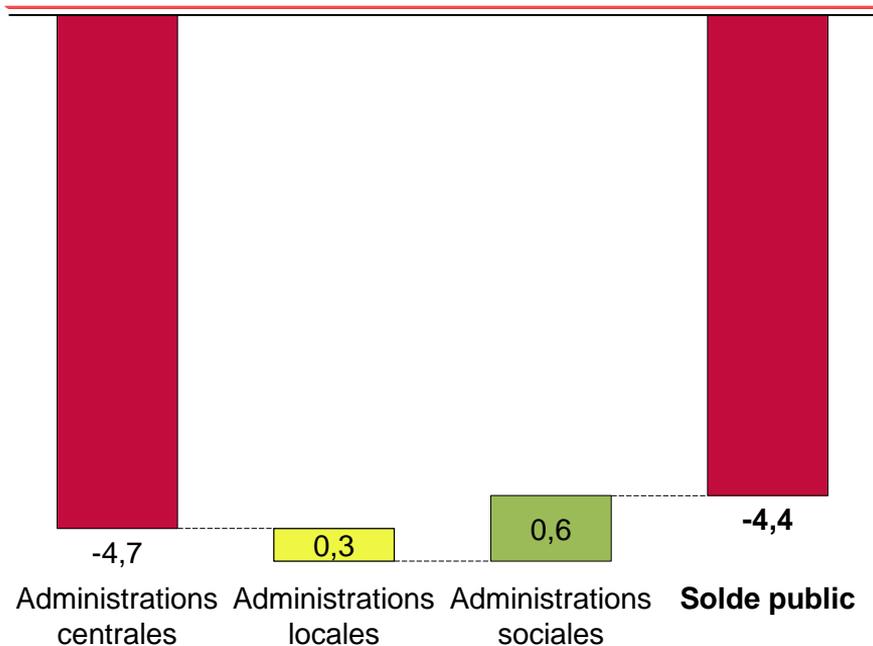


**Un déficit « extrême », à contretemps
de la hausse des taux d'intérêt et de la
charge de la dette**

Le déficit public de la France serait le deuxième plus élevé de la zone euro en 2024

Prévision de solde public pour 2024

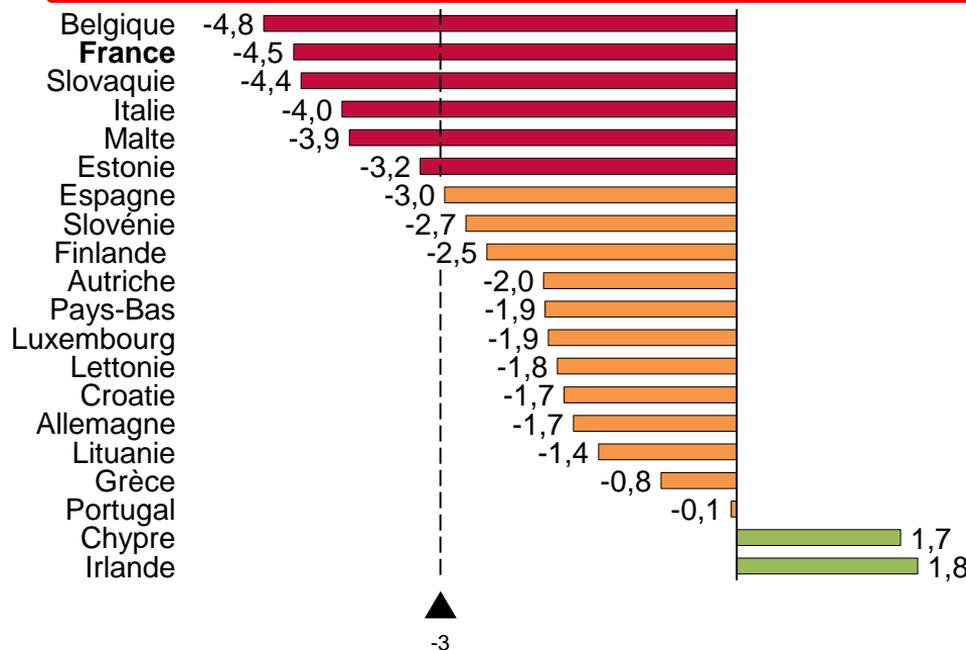
(en point de PIB)



Source : commission des finances d'après les documents budgétaires

Prévisions du solde public des pays de la zone euro en 2024

(en point de PIB – la prévision du FMI se distingue de celle du Gouvernement)

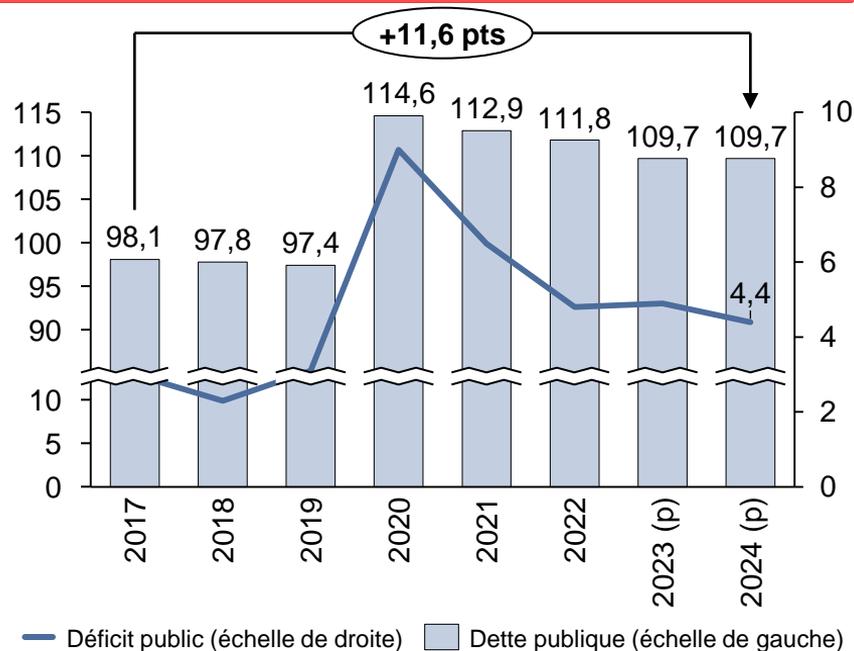


Source : commission des finances d'après les prévisions du FMI

La France sur le podium européen des pays les plus endettés, avec une hausse de près de 12 points de la dette publique depuis 2017, alors que les autres pays font face aux mêmes chocs exogènes

Évolution de la dette publique française entre 2017 et 2024

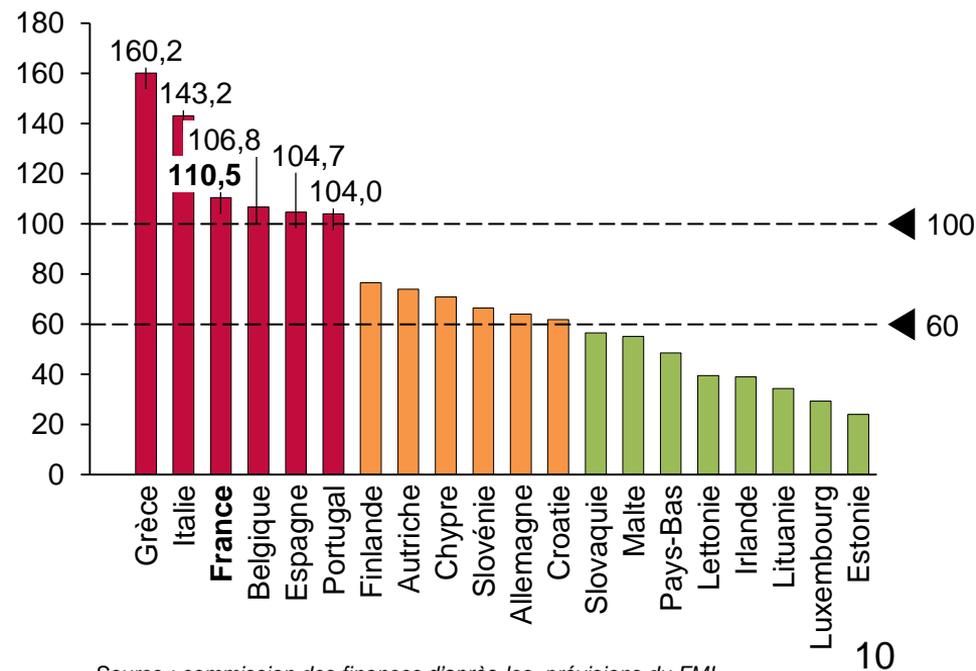
(en point de PIB – l'arrondi de la somme n'est pas nécessairement égal à la somme des arrondis)



Source : commission des finances d'après les documents budgétaires

Prévisions d'endettement public des pays de la zone euro en 2024

(en point de PIB – la prévision du FMI se distingue de celle du Gouvernement)

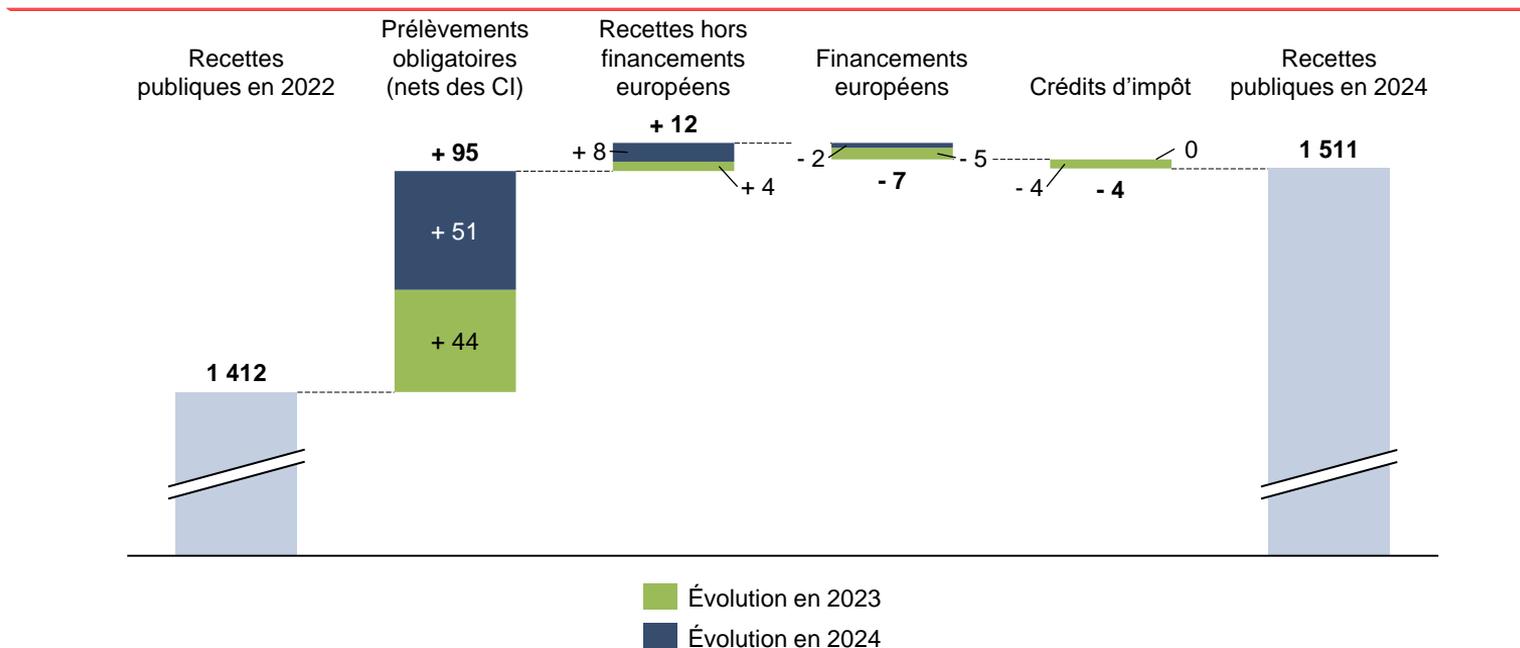


Source : commission des finances d'après les prévisions du FMI

La stabilité du rythme d'augmentation des recettes en 2023 et 2024 masque leur assez faible évolution en 2023, en comparaison à la croissance du PIB en valeur

Décomposition des facteurs d'évolution des recettes publiques entre 2022 et 2024

(en milliards d'euros)



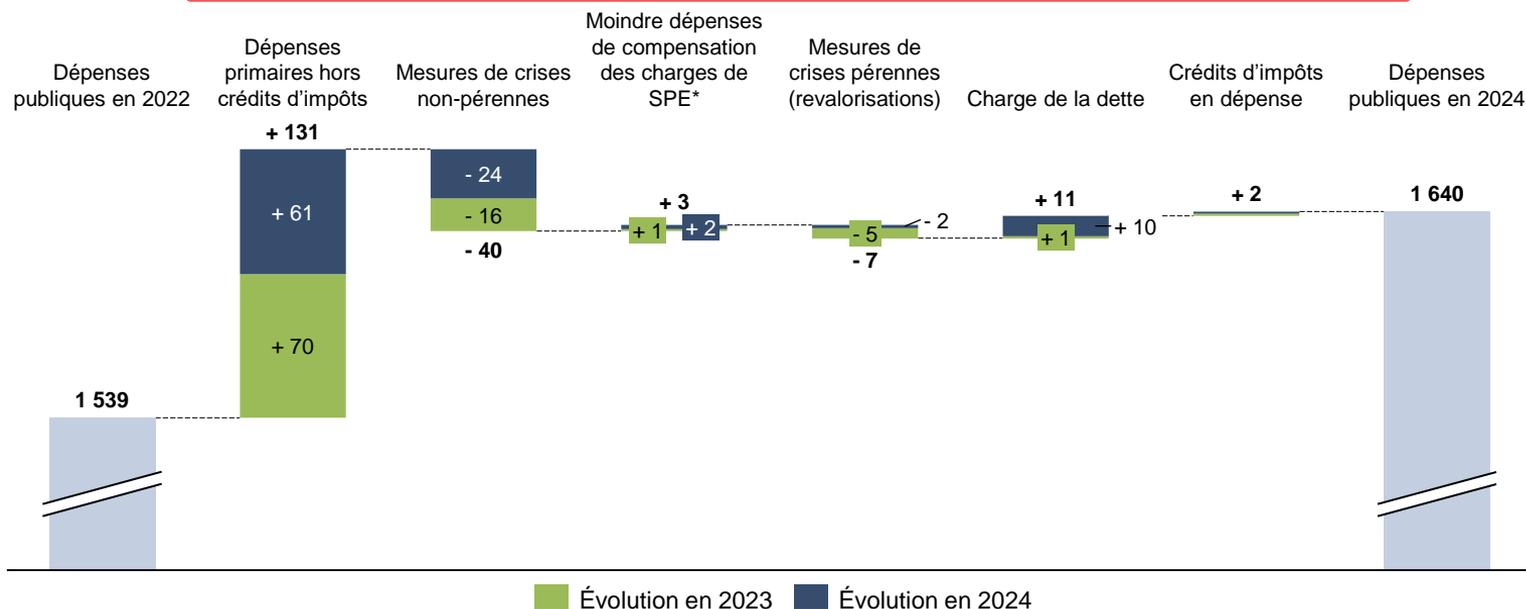
* CI : crédits d'impôts

Source : calculs de la commission des finances d'après les documents budgétaires

Des dépenses en augmentation de 100 milliards d'euros en deux ans malgré le retrait des mesures de crise

Décomposition des facteurs d'évolution des dépenses publiques entre 2022 et 2024

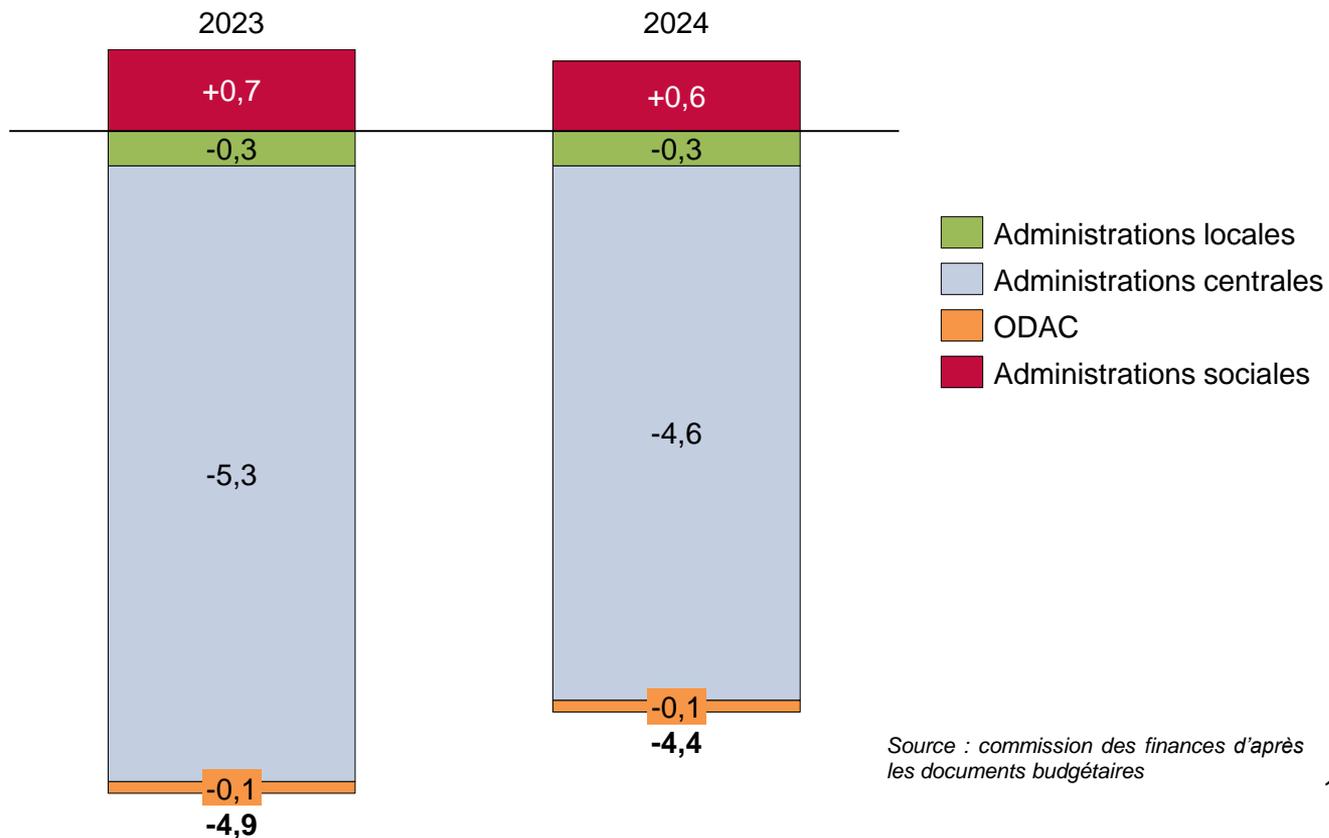
(en milliards d'euros)



* CI : crédits d'impôts – SPE : service public de l'électricité

Source : calculs de la commission des finances d'après les documents budgétaires

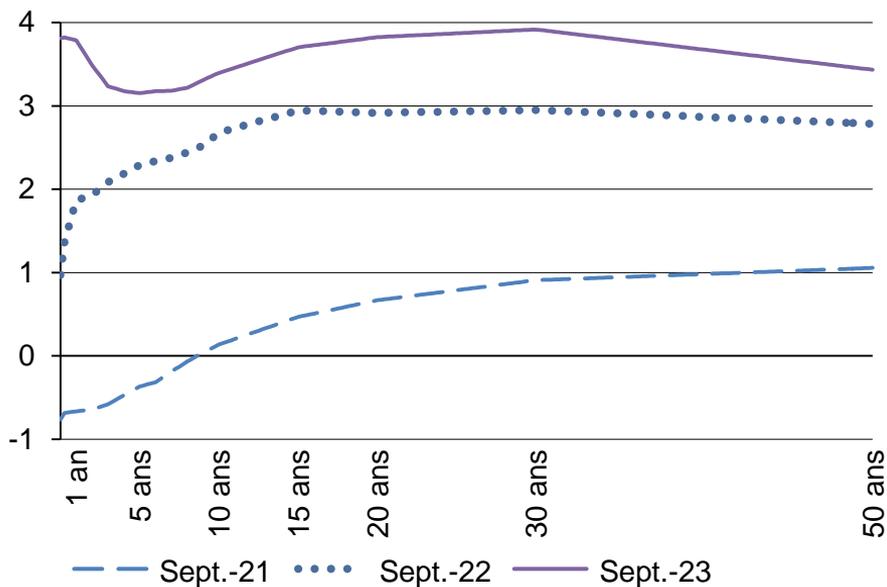
Un État responsable du déséquilibre des comptes publics



Un sursaut indispensable pour maîtriser nos comptes publics

Évolution de la courbe des taux d'emprunt de l'État français entre septembre 2021 et septembre 2023

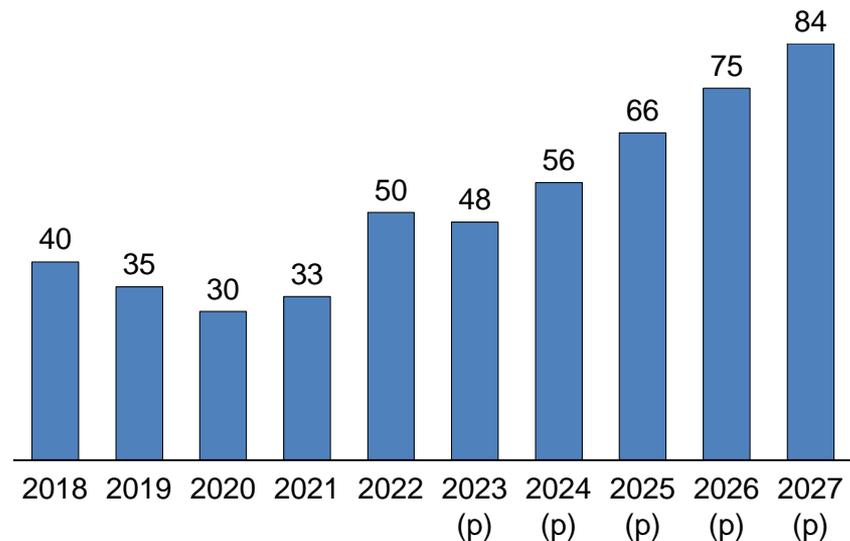
(en pourcentage)



Source : commission des finances d'après l'Agence France Trésor et Bloomberg

Évolution de la charge de la dette des administrations publiques entre 2018 et 2027

(en milliards d'euros - en comptabilité nationale – prévisions à partir de 2023)



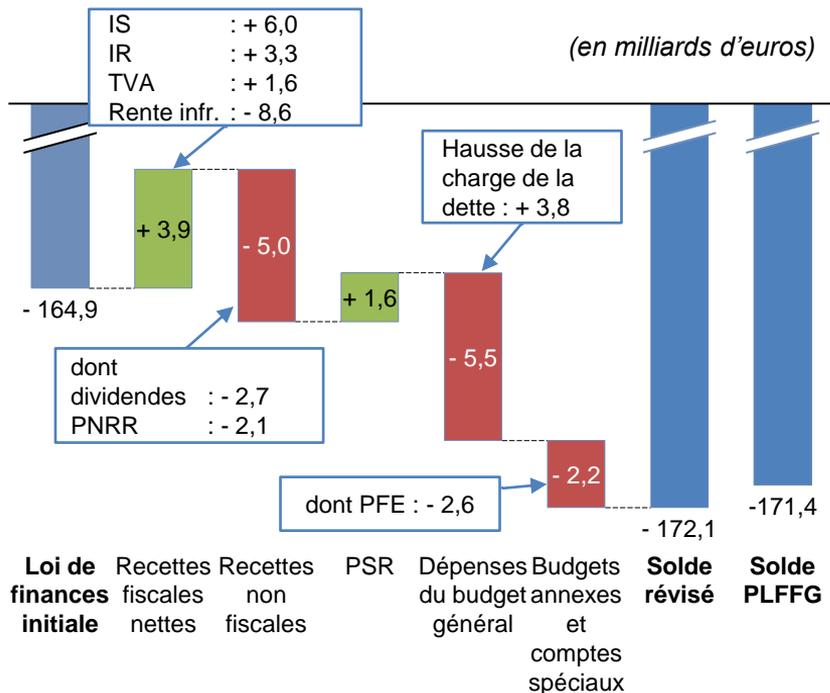
Source : commission des finances d'après les réponses de l'administration au rapporteur général et les documents budgétaires



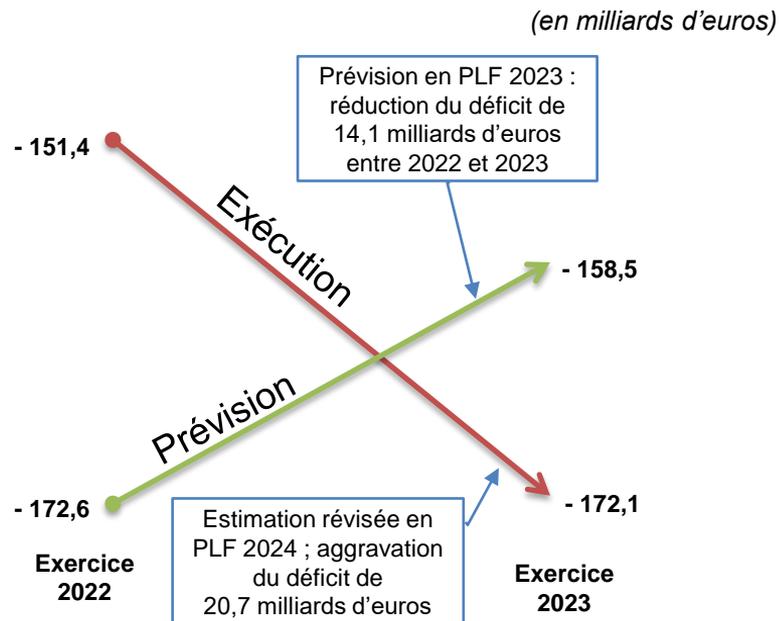
Le déficit budgétaire s'installe sur un plateau historiquement haut, égal à 45,7 % des ressources de l'Etat

En 2023, la poursuite du « quoi qu'il en coûte » ramène le déficit budgétaire aux sommets atteints pendant la crise sanitaire

Évolution des estimations de solde budgétaire en 2023



Prévisions en projets de loi de finances 2023 et 2024

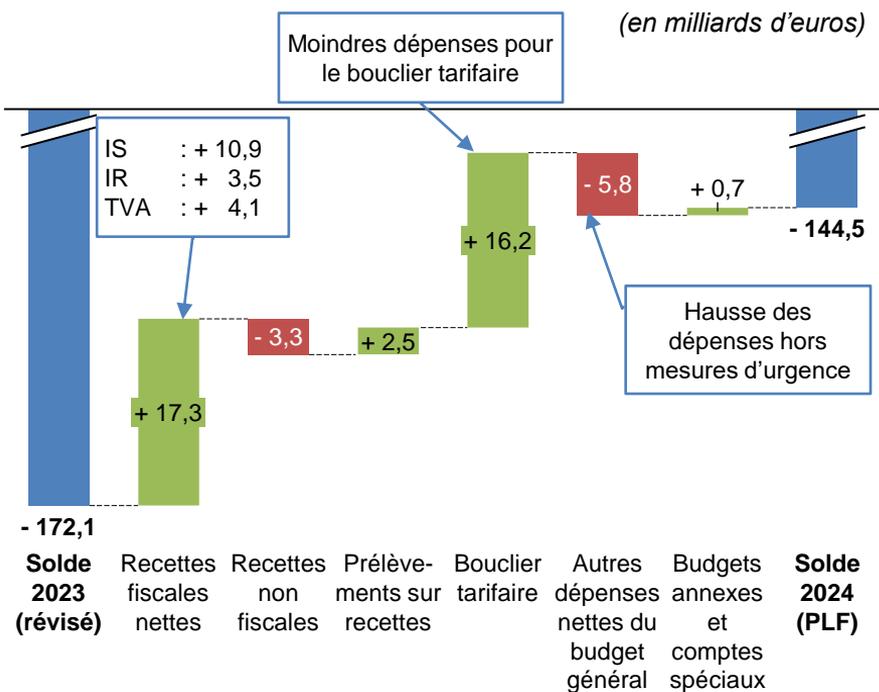


IS : impôt sur les sociétés. IR : impôt sur le revenu. TVA : taxe sur la valeur ajoutée. PNRR : plan national de relance et de résilience. PFE : participations financières de l'État. PSR : prélèvements sur recettes. PLFFG : projet de loi de finances de fin de gestion. Rente infr. : rente inframarginale des producteurs d'électricité

Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

En 2024, de nouveau, un déficit hors norme

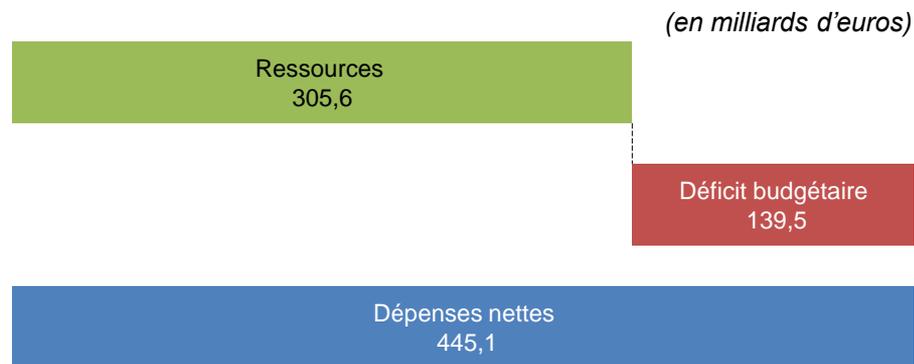
Évolution du déficit budgétaire de l'État entre 2023 et 2024



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

Ressources, dépenses et déficit du budget général

Les ressources de 305,6 milliards d'euros ne couvrant pas les dépenses nettes de 445,1 milliards d'euros, elles sont complétées par 139,5 milliards d'euros de déficit budgétaire (soit 45,7 % des ressources).

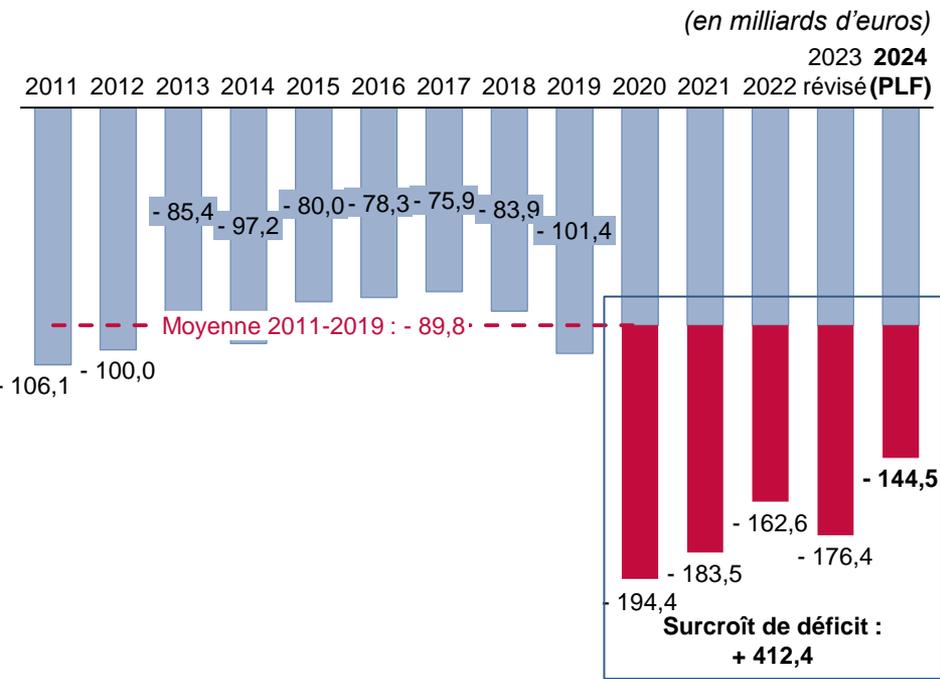


Ressources : recettes fiscales nettes et non fiscales du budget général, moins prélèvements sur recettes.
Dépenses nettes du budget général.

Source : commission des finances du Sénat, à partir du tableau d'équilibre du projet de loi de finances

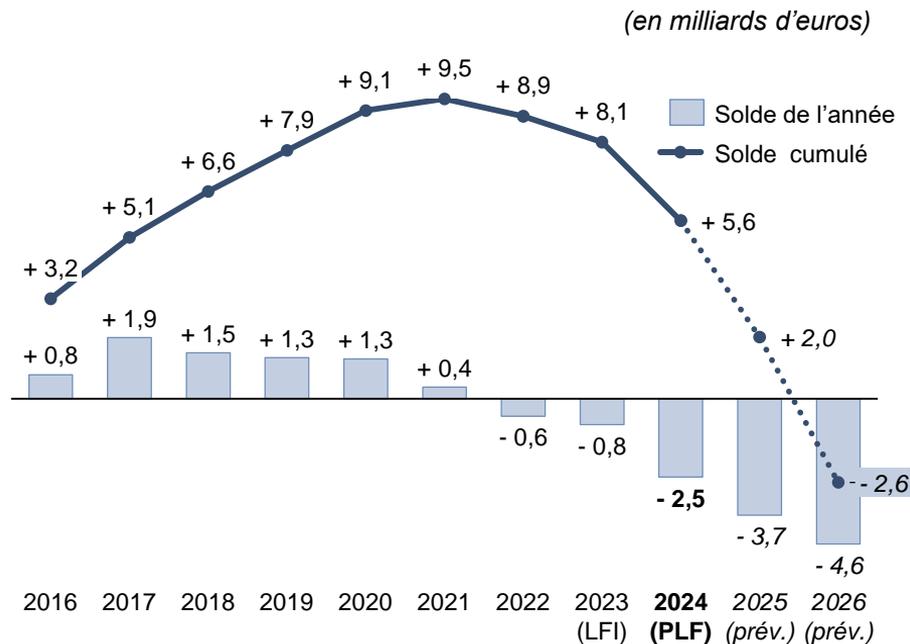
« L'ère des déficits extrêmes »

Évolution du solde budgétaire de l'État depuis 2007 en euros constants



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

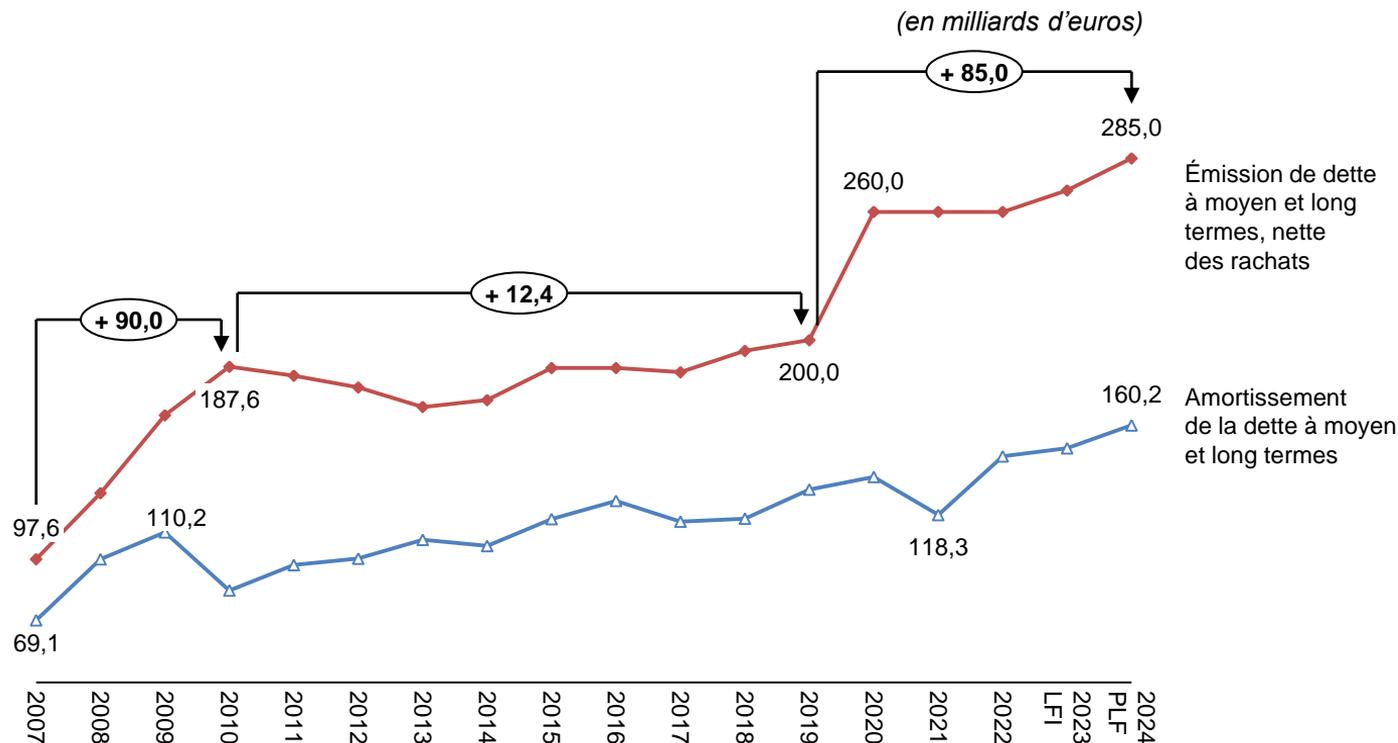
Solde annuel et solde cumulé du compte d'affectation spéciale « Pensions »



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

Le coût de l'endettement est progressivement aggravé par la hausse des taux d'intérêt

Évolution des émissions et des amortissements de dette



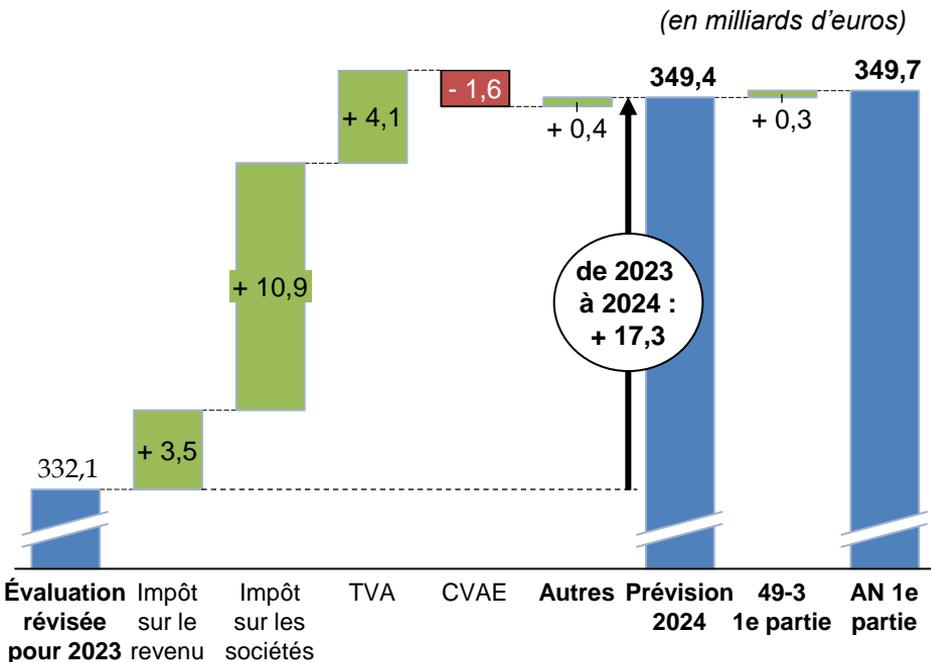
Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires



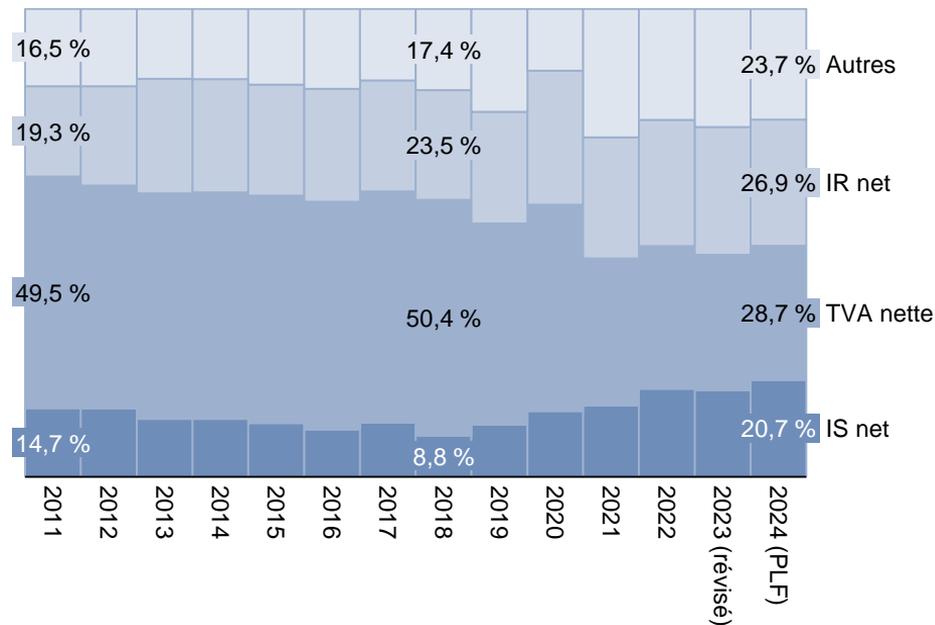
**Les recettes de l'État s'accroissent
en 2024 de 1,4 % en volume,
mais dépendent de plus en plus de
recettes volatiles**

La dépendance croissante du budget de l'État aux recettes de l'impôt sur les sociétés

Évolution des recettes fiscales nettes de 2023 à 2024



Évolution des principaux impôts dans les recettes fiscales nettes de l'État

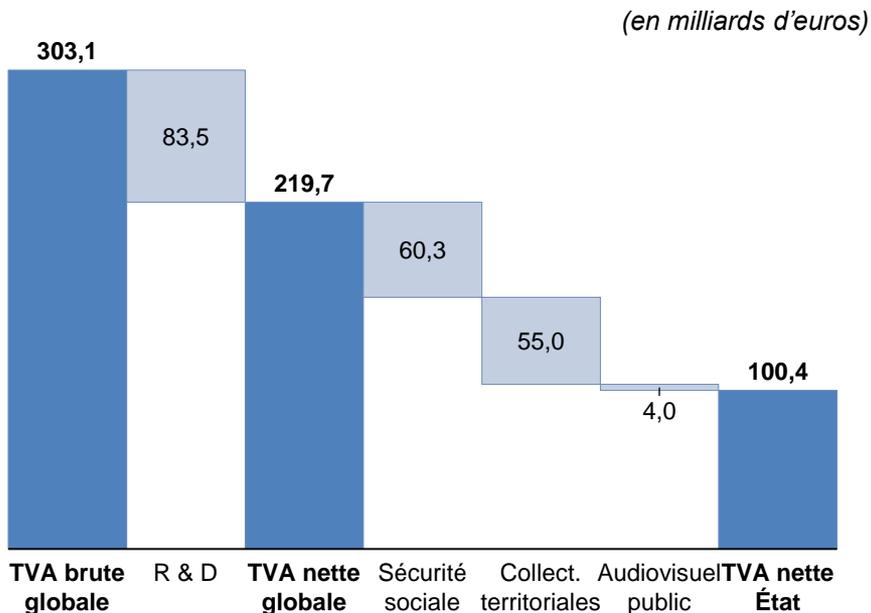


TVA : taxe sur la valeur ajoutée. CVAE : cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises.
 Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires.

Recettes nettes des remboursements et dégrèvements d'État
 Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires.

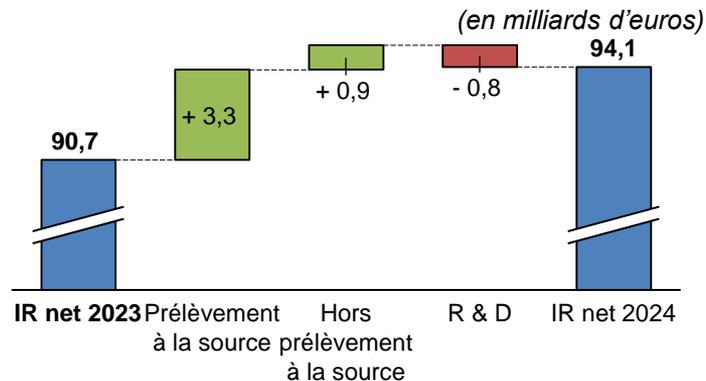
Les recettes des autres grands impôts revenant à l'État sont stables ou en diminution

Passage de la TVA brute globale à la TVA nette revenant à l'État

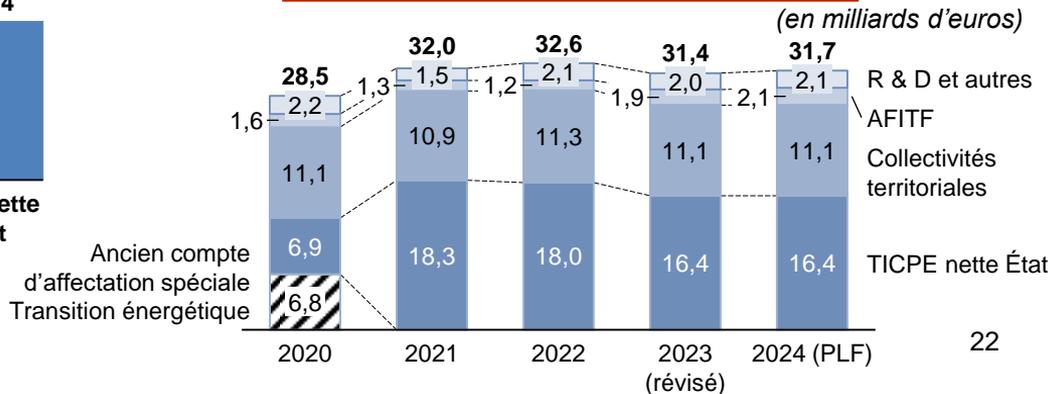


R & D : remboursements et dégrèvements.
 Source : commission des finances du Sénat

Évolution du produit de l'impôt net sur le revenu

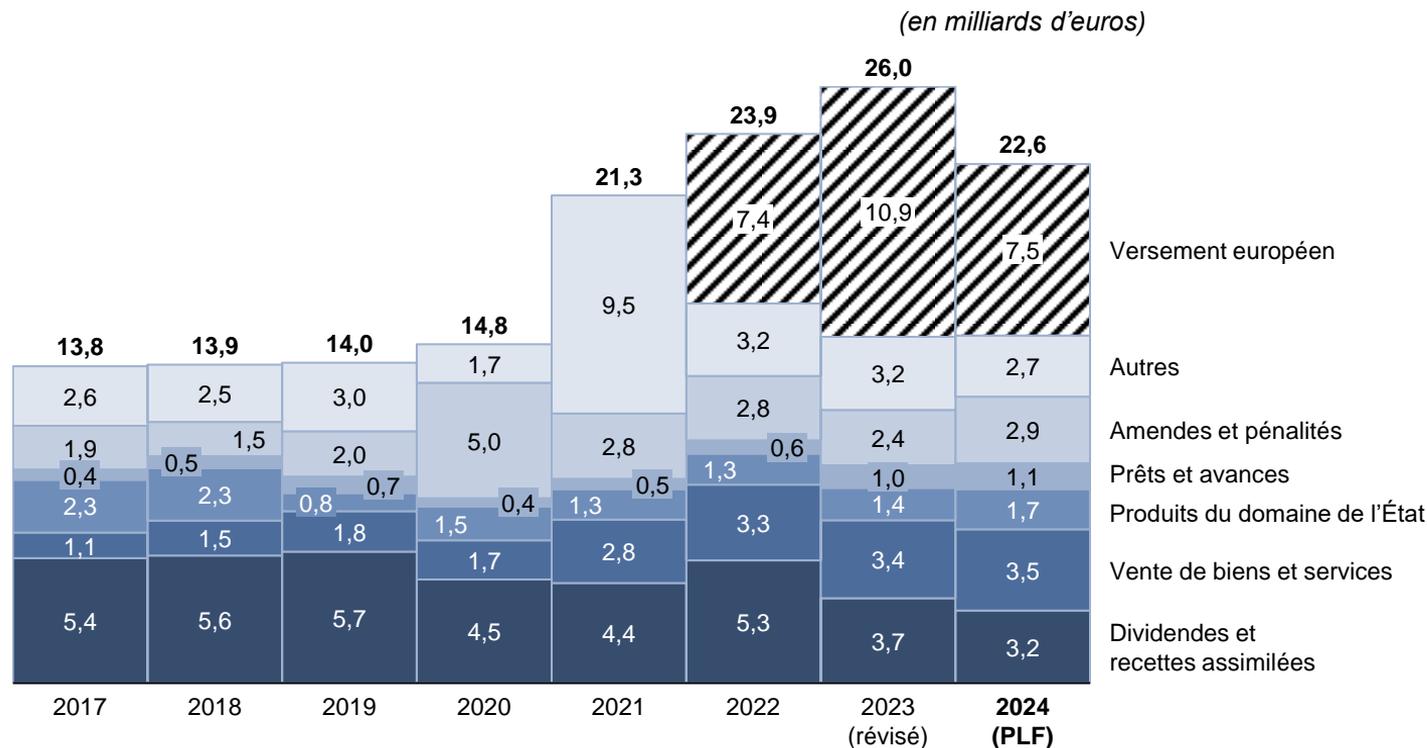


Évolution de la répartition de la TICPE



Les recettes non fiscales seraient en diminution de 3,3 milliards d'euros, en raison d'une prévision de versement européen moins élevé au titre du plan de relance

Évolution des recettes non fiscales depuis 2017



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

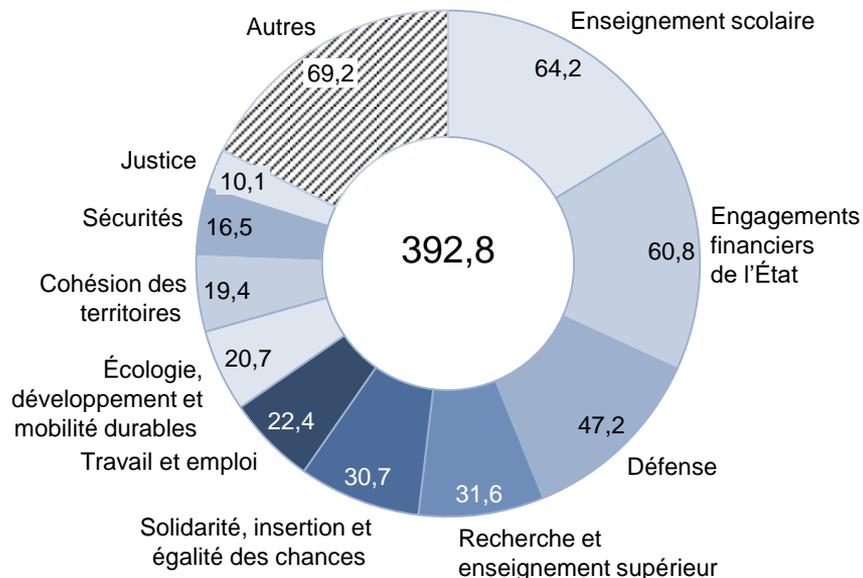


**Le budget 2024 ou la dérive toxique du
« quoi qu'il en coûte »**

Les crédits liés à la dette seront proches en 2024 de ceux liés à l'enseignement scolaire

Les principales missions du budget général en crédits de paiement

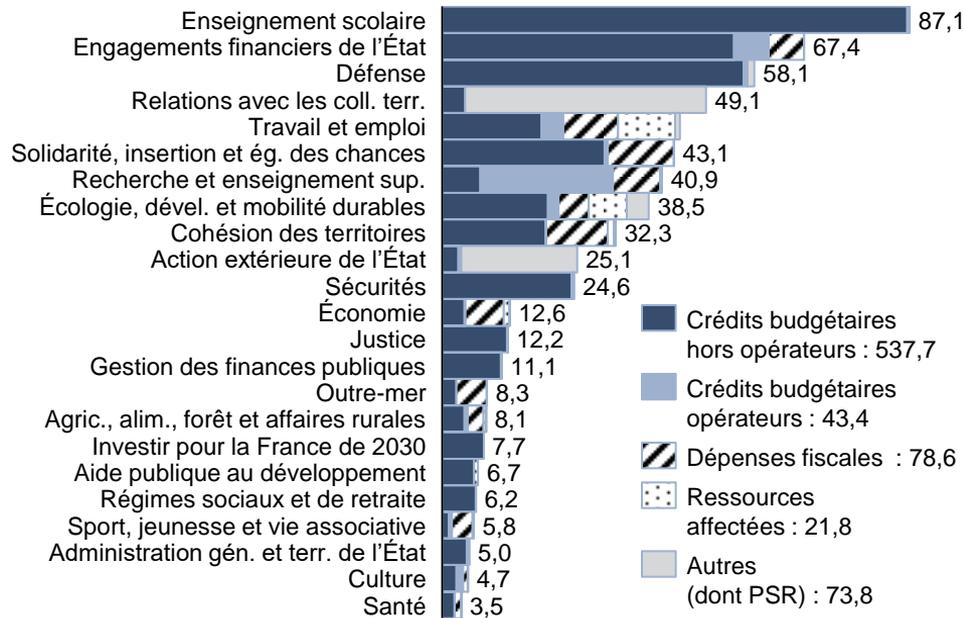
(en milliards d'euros)



Crédits des missions du budget général en crédits de paiement, hors contributions aux pensions et hors remboursements et dégrèvements

Les principales missions du budget général en crédits de paiement

(en milliards d'euros)

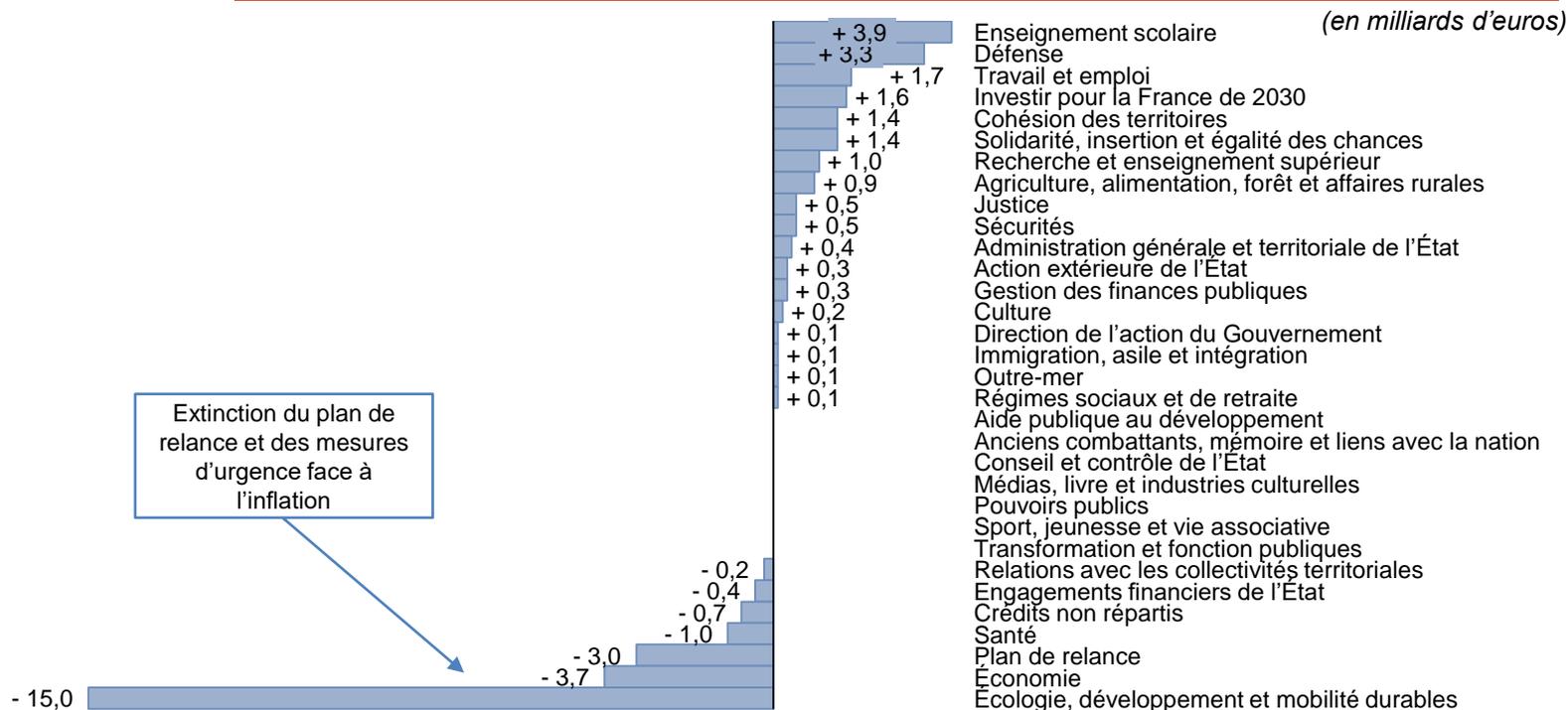


Hors contributions des comptes spéciaux et hors remboursements et dégrèvements. Hors missions dotées de moins de 3 milliards d'euros.

Source : commission des finances du Sénat, à partir de l'état F

Les crédits de la grande majorité des missions continuent d'augmenter en 2024

Évolution des crédits des missions entre la loi de finances initiale pour 2023 et 2024



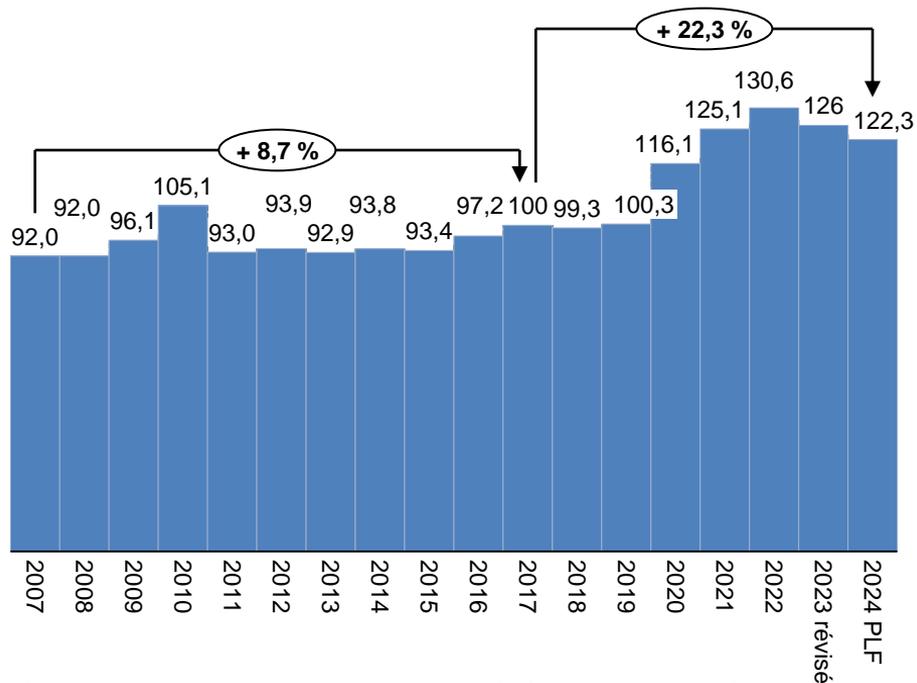
Crédits hors remboursements et dégrèvements, hors contributions directes de l'État au compte d'affectation spéciale « Pensions ». Crédits de la loi de finances initiale pour 2023 au format du projet de loi de finances pour 2024.

Source : commission des finances du Sénat

Sur la période 2017-2024, des politiques dites prioritaires ont été privilégiées sans que, en compensation, soient définies des politiques non prioritaires

Évolution en volume des dépenses nettes du budget général

(euros constants, base 100 en 2017)

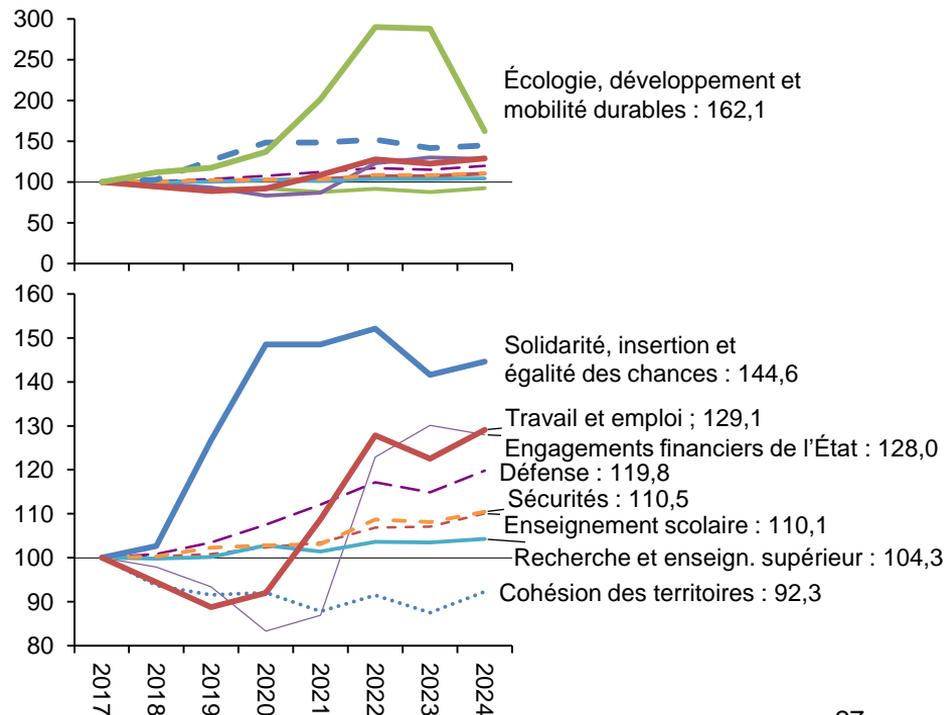


Dépenses brutes moins remboursements et dégrèvements, actualisés en fonction de l'indice des prix harmonisé hors tabac.

Source : commission des finances du Sénat

Évolution des principales missions de 2017 à 2024

(euros constants, base 100 en 2017)

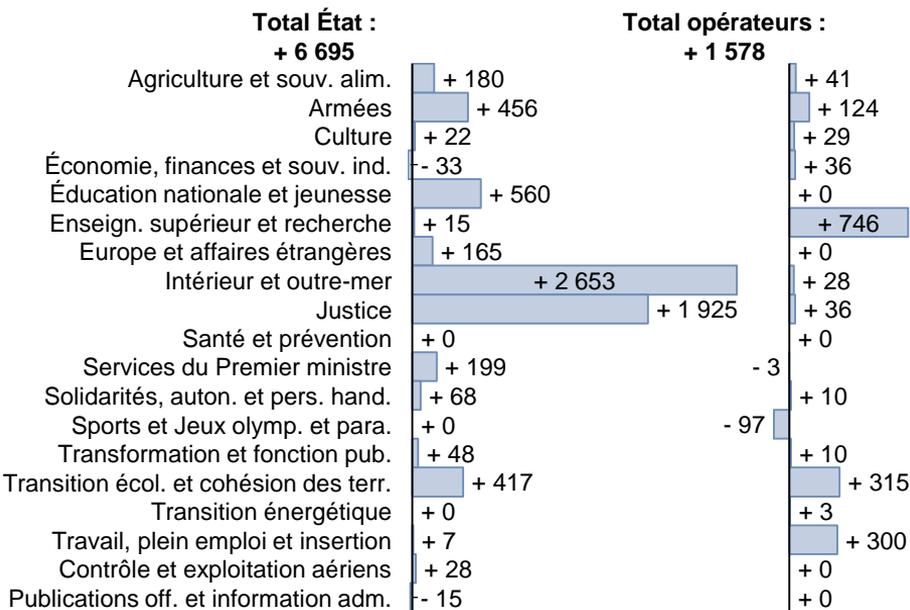


Source : commission des finances du Sénat

Les effectifs de l'Etat et des opérateurs augmentent, en contradiction avec les engagements pris dans le projet de loi de programmation des finances publiques

Évolution des effectifs dans les ministères et leurs opérateurs en 2024

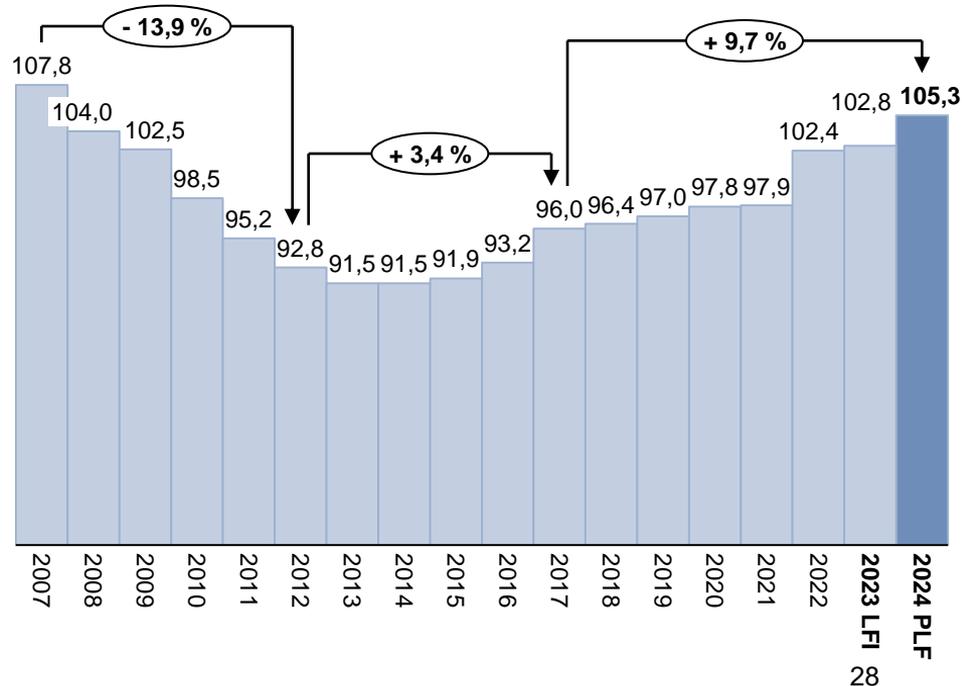
(en équivalents temps plein)



Source : commission des finances du Sénat

Évolution annuelle de la masse salariale en volume (hors pensions)

(en milliards d'euros de 2024)



Source : commission des finances du Sénat



Projet de loi de finances pour 2024

Jean-François Husson, rapporteur général

Commission des finances

Mercredi 8 novembre 2023

